

Date and Time: Wednesday, 8 February 2023 14:48:00 CET

Job Number: 189816525

Document (1)

1. [*Mayotte, un destin français*](#)

Client/Matter: -None-

Search Terms: "Mayotte"

Search Type: Natural Language

Narrowed by:

Content Type
News

Narrowed by
Language: French

Mayotte, un destin français

Valeurs Actuelles

19 Janvier 2023

Copyright 2023 Valeurs Actuelles tous droits réservés



Section: HISTOIRE; Pg. 068,069,070; N° 4495

Length: 1427 words

Byline: Jean-Michel Demetz

Highlight: Annexée par hasard sous Louis-Philippe, cette île de l'océan Indien n'a eu de cesse de vouloir garantir son ancrage sous le drapeau tricolore. Contre la menace des Comores voisines, mais aussi, parfois, contre Paris.

Body

Était-il raisonnable d'imaginer qu'une partie de l'archipel devienne indépendante et qu'une île, quelle que soit la sympathie qu'on puisse éprouver pour ses habitants, ait un statut différent ? Je crois qu'il faut accepter les réalités contemporaines. Les Comores sont une unité, ont toujours été une unité, il est tout naturel que leur sort soit un sort commun.

Le 24 octobre 1974, Valéry Giscard d'Estaing justifie, lors de sa deuxième conférence de presse de président de la République, sa décision : le résultat du référendum sur l'indépendance des Comores, prévu dans les prochains mois, vaudra bien pour l'ensemble de l'archipel.

Le drapeau français flotte alors depuis plus d'un siècle sur les Comores, cet archipel de quatre îles de l'océan Indien, situé à l'ouest de Madagascar. Grand comme la Martinique et la Guadeloupe réunies, il compte 175 000 électeurs. Mais le gouvernement français a accepté, par une déclaration commune avec les élus à majorité indépendantiste des îles de la Lune, le 15 juin 1973, d'ouvrir un processus d'autodétermination.

Une question reste ouverte, toutefois : l'île de Mayotte, dont la population est en majorité fidèle à la France, pourrait-elle, dans ce cas, faire sécession du nouvel État indépendant pour demeurer au sein de la République ? Dans l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle de 1974, Giscard a promis au leader indépendantiste Ahmed Abdallah qu'il permettra l'indépendance de l'archipel dans son intégrité. L'engagement n'est pas tout à fait gracieux, les Comoriens sont alors électeurs à la présidentielle. Comme le second tour oppose VGE à François Mitterrand et qu'il s'annonce serré, chacun veut faire le plein des voix.

Mayotte, un destin français

Cinq mois plus tard, c'est la position que défend le gouvernement dont le Premier ministre est Jacques Chirac. Mais le Sénat va faire obstacle à ce plan en modifiant les modalités de la consultation sur l'indépendance : celle-ci concernera "les" (et non plus "la") "populations" comoriennes. C'est ainsi que, le 22 décembre 1974, les résultats du référendum d'autodétermination sont décomptés île par île.

Sur la Grande Comore, à Anjouan, à Mohéli, on compte entre 99,92 et 99,98 % de voix en faveur de l'indépendance. À **Mayotte**, en revanche, 63,22 % des électeurs ont voté contre. Du 11 au 17 mars 1975, le Parlement français va dépêcher sur l'île une commission qui doit enquêter sur l'état d'esprit de la population mahoraise. Les élus sont accueillis par une vaste manifestation (à l'échelle de l'île) de 5 000 Mahorais, massés derrière des banderoles qui proclament : "Nous voulons rester français pour être libres".

Le Parlement prend acte de cette volonté populaire : le 3 juillet 1975, une loi est promulguée prévoyant que la Constitution du nouvel État indépendant devra bien être acceptée île par île. Furieux de ce qu'il considère comme une trahison de la parole donnée, Abdallah proclame unilatéralement, le 6 juillet, l'indépendance des Comores « *dans ses frontières coloniales* ». Un fait accompli entériné par Paris trois jours plus tard, mais pas pour **Mayotte**, qui reste sous son administration. Consultés le 8 février 1976, les 21 000 électeurs mahorais confirment à 99,42 % souhaiter « *que **Mayotte** demeure au sein de la République française* ».

Les populations locales en esclavage

Le destin singulier de cette île, vaste comme deux fois l'île d'Oléron, doit beaucoup au lobbyisme actif d'un élu local, Marcel Henry, surnommé sur place "Papa Marcel". Ce catholique d'origine créole et malgache milite avec insistance pour la reconnaissance du particularisme de **Mayotte**. Dans le sillage de son oncle, Georges Nahouda, il a créé en 1966 le Mouvement populaire mahorais dont l'objectif est d'ancrer une fois pour toutes l'île au parfum d'ylang-ylang dans le cadre français.

À Paris, Marcel Henry plaide sa cause avec succès aussi bien auprès des centristes comme Alain Poher, le président du Sénat, que des vieux gaullistes comme Pierre Messmer et Michel Debré ou même des royalistes comme Pierre Pujo, le directeur de l'« *hebdomadaire d'Action française* » *Aspects de la France*. Celui-ci se prend d'un tel engouement pour le combat profrançais des Mahorais qu'il va y consacrer deux livres.

Si **Mayotte** souhaite tant rester française, c'est aussi pour des raisons liées à une histoire plus ancienne. Peuplées à partir du VI^e siècle par des populations d'origine africaine, les Comores ont vu arriver au XIII^e siècle une vague de peuplement arabo-persan qui réduit les populations locales en esclavage et impose l'islam.

Des siècles durant, l'archipel allait être divisé entre différents roitelets en proie à d'éternelles rivalités et razzias, les "sultans batailleurs", incapables de se protéger des incursions de pirates. Entre le XV^e et le XVIII^e siècle, les navires européens en route vers le golfe Persique ou les Indes orientales font fréquemment relâche dans ces eaux. Mais c'est seulement durant la première moitié du XIX^e siècle que se dessine un intérêt plus durable.

Mayotte, un destin français

Le 25 avril 1841, las des incursions de ses voisins, le sultan de Mayotte d'origine malgache Andriantsoly va céder son île à un officier de marine français à la recherche de lieux de mouillage pour son bateau, le capitaine de vaisseau Pierre Passot. Dotée d'un grand lagon, l'île est cédée, avec ses 3 000 sujets, pour une rente de 1 000 piastres au bénéfice d'Andriantsoly, à laquelle il ajoute l'éducation de ses enfants. À Paris, le roi Louis-Philippe entérine la transaction en avril 1843, après avoir vérifié la légalité de l'acte de cession. Le drapeau tricolore y est planté deux mois plus tard, le 13 juin 1843, par le commandant Passot. Une de ses premières décisions sera d'y abolir l'esclavage, ce qui contraint les grandes familles d'origine persane à se replier sur les autres îles de l'archipel.

Plus de quarante ans plus tard, dans le sillage de la conférence de Berlin qui a partagé, en 1884 et 1885, l'Afrique entre les États européens, la IIIe République étend son protectorat au reste de l'archipel : Grande Comore (1886), Mohéli (1887), Anjouan (1892). En 1912, la colonie de "Mayotte et dépendances" est finalement rattachée à la colonie française de Madagascar.

Le passage, en 1946, au statut de territoire d'outre-mer des Comores, séparées de Madagascar, va agir comme un révélateur. Dans l'assemblée locale, les Mahorais se retrouvent minoritaires. Certes, en 1958, les Comores refusent l'indépendance proposée, comme à l'ensemble de l'outre-mer, par le général de Gaulle. Mais l'autonomie mise en place à partir de 1961 réactive les clivages anciens existant entre les îles. Au grand dam des Mahorais, la capitale de la collectivité est transférée de Dzaoudzi (Mayotte) à Moroni (Grande Comore).

Mayotte perd ainsi une partie de ses emplois administratifs. Son économie, aux ressources limitées, s'en ressent. Les Mahorais se plaignent de brimades imposées par les autres Comoriens. Les femmes, habituées à un islam moins rigoriste que celui en vigueur dans les autres îles et troublées par l'interventionnisme des élus d'Anjouan, vont, dès lors, se mobiliser pour obtenir un régime particulier pour Mayotte. Lorsque la question de l'indépendance se pose, elles ne sont pas les dernières à affirmer leur volonté de rester françaises.

Les Mahorais refusent le traitement proposé par Paris

Dès 1958, le Congrès des notables, créé à l'instigation de Georges Nahouda, avait demandé que Mayotte devienne un département. Près de vingt ans plus tard, à la suite d'un nouveau référendum, les Mahorais refusent, le 11 avril 1976, le régime de territoire d'outre-mer que leur proposait Paris. Un statut hybride est alors élaboré : Mayotte devient collectivité territoriale. Mais l'obsession d'accéder au statut départemental continue à dominer la politique locale.

La départementalisation, c'est l'assurance ultime que jamais l'île ne sera absorbée par les voisins comoriens. Marcel Henry, devenu sénateur (de 1977 à 2004), défend sa cause âprement. Un accord signé à Paris, le 27 janvier 2000, avec le gouvernement socialiste de Lionel Jospin prévoit la création d'une collectivité départementale. Sept ans plus tard, en mars 2007, Nicolas Sarkozy, candidat à la présidentielle, s'engage dans une "Lettre aux Mahorais", à accorder un statut de département à l'île si son conseil général en fait la demande. Deux ans après, le 29 mars 2009, les Mahorais entérinent cette requête à 95,24 %. Le 18 janvier 2010, en visite à Mamoudzou, le président de la République s'en réjouit : « Mayotte, c'est la France ! » Et le 31 mars 2011, Mayotte devient le 101e département français.

Classification

Language: FRENCH; FRANÇAIS

Publication-Type: Magazine

Subject: CHEF D'ÉTAT & DE GOUVERNEMENT (90%); OCÉAN (90%); CAMPAGNE ÉLECTORALE & ÉLECTION (89%); LÉGISLATION (89%); PARLEMENT FRANÇAIS (89%); PRÉSIDENTS (89%); PRÉSIDENTS FRANÇAIS (89%); RÉFÉRENDUM (89%); ÉLECTEUR & VOTE (89%); PREMIERS MINISTRES DE LA FRANCE (78%); ÉLECTION (75%); SÉPARATISME & SÉCESSION (73%); ÉLECTIONS AU ROYAUME-UNI (72%); CONFÉRENCE DE PRESSE (70%)

Geographic: ÎLE-DE-FRANCE, FRANCE (58%); AFRIQUE (96%); COMORES (96%); AFRIQUE SUBSAHARIENNE (90%); AFRIQUE DE L'EST (79%); ANTILLES (79%); ASIE (73%); FRANCE (73%); GUADELOUPE (58%); EUROPE DE L'OUEST (57%)

Load-Date: January 18, 2023

End of Document